

## Évolutions bancaires et monétaires en Nouvelle-Calédonie au 30 juin 2013

### ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Conséquence d'un ralentissement de la croissance dans plusieurs grands pays émergents ainsi que de la persistance de la récession dans la zone euro, les perspectives de croissance de l'économie mondiale ont été revues à la baisse par le Fonds Monétaire International (FMI). Selon les dernières estimations à juillet 2013, la croissance de la production mondiale s'élèverait à +3,1 % en 2013, contre +1,7 % aux États-Unis et -0,6 % dans la zone euro.

Au cours du deuxième trimestre 2013, le PIB a augmenté de 0,3 % dans la zone euro par rapport au trimestre précédent, selon les estimations rapides publiées par Eurostat. En France, le PIB a rebondi au deuxième trimestre (+0,5 %), soit la plus forte hausse observée depuis le premier trimestre 2011. La production totale de biens et services a nettement accéléré (+0,9 % après 0,0 %) et les dépenses de consommation des ménages ont à nouveau augmenté (+0,4 % après -0,1 %).

Lors de sa réunion du 1<sup>er</sup> août 2013, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé de maintenir le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt à respectivement 0,50 %, 0,25 % et 0,00 %. Au cours de la conférence de presse qui a suivi, le Président de la BCE a déclaré que « les indicateurs de confiance récents tirés des données d'enquêtes font état d'une nouvelle amélioration par rapport à un bas niveau de départ et semblent confirmer la perspective d'une stabilisation de l'activité économique ». Il a par ailleurs précisé que l'orientation de la politique monétaire demeurerait accommodante aussi longtemps que nécessaire et que le Conseil des gouverneurs prévoyait que les taux d'intérêt directeurs resteraient à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée.

### SITUATION DU SYSTÈME BANCAIRE LOCAL

En Nouvelle-Calédonie, l'évolution de la plupart des indicateurs macroéconomiques témoigne de la morosité de la conjoncture économique. Le marché du travail a perdu de son dynamisme. La consommation reste timide malgré la stabilisation de la hausse des prix. Le manque de visibilité des entrepreneurs se répercute sur les prévisions d'investissement qui diminuent fortement ce trimestre.

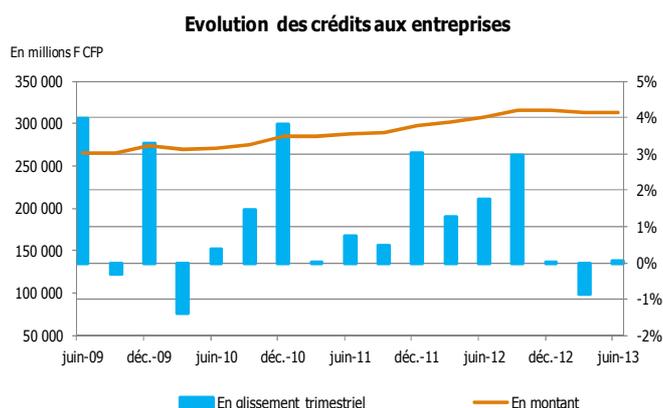
#### Légère augmentation des encours de crédits

La conjoncture monétaire et financière du deuxième trimestre 2013 se caractérise par une légère progression de l'encours brut des crédits octroyés par les établissements locaux : +0,3 %, après -0,3 % au trimestre précédent. En glissement annuel, le rythme de croissance continue de décélérer : +2,6 % contre +3,6 % au premier trimestre 2013.

#### Stagnation des crédits aux entreprises

L'encours des **crédits aux entreprises** est stable au deuxième trimestre (+0,0 %). L'encours des crédits d'investissement se replie de nouveau ce trimestre (-0,5 %, après -1,7 % le trimestre précédent), en lien notamment avec un attentisme persistant des entrepreneurs. L'encours des crédits d'exploitation se redresse (+1,0 %, après -0,6 % le trimestre précédent) en raison de la forte hausse de l'encours des comptes ordinaires débiteurs (+7,5 %), qui reflète les tensions de trésorerie des entreprises.

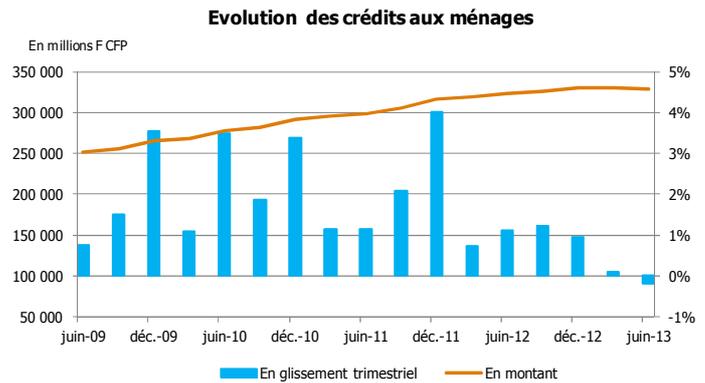
Sur un an, la progression de l'encours des crédits aux entreprises s'infléchit nettement (+2,1 % contre +6,7 % un an auparavant), en raison de la faiblesse des crédits d'investissement (+0,2 %), qui totalisent plus de la moitié de ces concours. Ce rythme reste toutefois encore supérieur à celui de la métropole (+1,3 %).



## Repli du financement des ménages

Au deuxième trimestre, l'encours sain des **crédits aux ménages** s'effrite de 0,2 %. Sur un an, l'encours ne progresse plus que de +2,1 % (contre +8,1 %, un an auparavant).

Le financement du **crédit à l'habitat** se tasse sur le trimestre (-0,3 %, après +0,3 % au trimestre précédent), traduisant le ralentissement amorcé depuis plusieurs trimestres du marché du logement. L'encours s'établit désormais à 260 milliards de F CFP et représente 80,3 % de l'ensemble des crédits accordés aux ménages calédoniens.



Dans un contexte de faible dynamisme de la consommation des ménages, l'encours des **crédits à la consommation** ne progresse que légèrement ce trimestre (+0,3 %, après -0,5 %). Sur un an, cet encours a nettement décéléré (+1,9 %), contrastant avec le rythme encore observé en juin 2012 (+5,3 %).

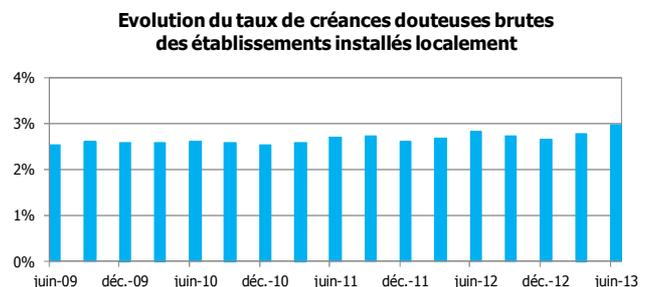
## Baisse des crédits aux collectivités locales

L'encours des **crédits aux collectivités locales** se contracte sur le trimestre (-1,9 % après +3,2 % le trimestre antérieur), en raison de la diminution concomitante des encours des crédits d'investissement et des crédits d'exploitation (respectivement -1,4 % et -4 % sur le trimestre).

L'encours des crédits consentis aux collectivités locales atteint globalement 10 milliards de F CFP, destinés essentiellement à financer leurs investissements. Il s'inscrit en hausse de 14,6 % sur les douze derniers mois.

## Une sinistralité en légère progression

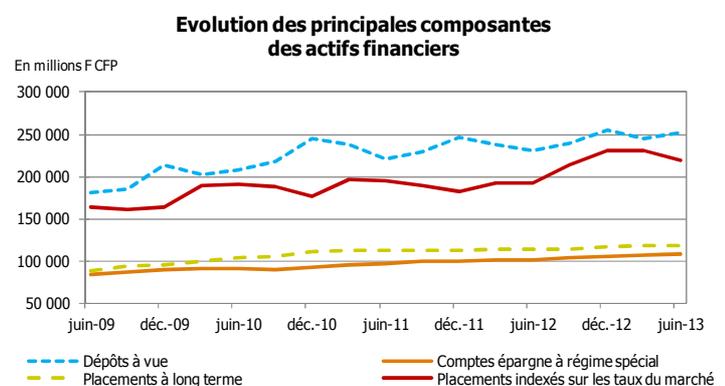
Le portefeuille clientèle des établissements de crédit locaux reste sain, malgré un **taux de créances douteuses brutes** en légère hausse sur le trimestre à 3,0 % (+0,2 point). Ce taux reste toutefois très en deçà du niveau métropolitain (4,3 %). Le taux de provisionnement est, pour sa part, en repli de 3,3 points à 59,6 %.



## Légère contraction des actifs financiers

Après la hausse exceptionnelle du dernier semestre 2012 (en lien avec des opérations spécifiques et ponctuelles), les **actifs financiers collectés par le système bancaire local** poursuivent leur repli au deuxième trimestre 2013 (-4 milliards de F CFP, soit -0,7 %, après -1,6 % au trimestre précédent). L'encours total des dépôts s'établit ainsi à 556,6 milliards de F CFP, en progression de 11,4 % en glissement annuel.

La croissance des **dépôts à vue sur le trimestre** (+6,4 milliards de F CFP, soit +2,6 %) ne compense pas la baisse significative des **placements indexés sur les taux du marché** (-10,8 milliards de F CFP, soit -4,8 %, après +0,3 % le trimestre précédent), constitués principalement des dépôts à terme (-10,4 milliards de F CFP sur le trimestre, soit -4,8 %).



## Les autres placements auprès du système bancaire local

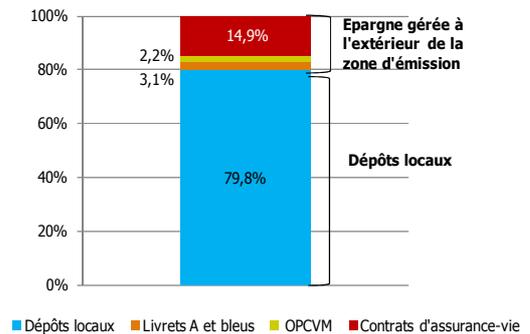
Parallèlement à ces dépôts, le système bancaire local collecte d'autres types de placements auprès de sa clientèle, non transformables pour leur activité de financement et gérés hors de la zone d'émission.

Ces avoirs diminuent modérément au deuxième trimestre (-0,4 %), en raison d'une baisse sensible des OPCVM monétaires des entreprises (-1,7 milliard de F CFP, -27,3 %). L'encours des livrets A et bleu continue sa progression (+3,9 % sur le trimestre, +15,5 % sur un an), favorisée par un deuxième relèvement de plafond au 1<sup>er</sup> mars 2013, et ce malgré l'abaissement du taux de rémunération (1,75 %, depuis le 1<sup>er</sup> février 2013).

L'encours des contrats d'assurance-vie (104 milliards de F CFP), qui constitue le principal produit d'épargne gérée à l'extérieur de la zone d'émission, progresse faiblement (+0,4 % sur le trimestre, +2,1 % en glissement annuel).

Au final, l'ensemble des actifs détenus par les agents économiques se replie au deuxième trimestre (-0,7 % contre -1,0 % au trimestre précédent). La collecte des banques locales auprès des ménages ne s'accroît que légèrement ce trimestre (+1,2 %) ; tandis qu'elle progresse de 4,7 % pour les autres agents. A l'inverse, la collecte auprès des entreprises diminue sensiblement (-6,0 % sur trois mois). Sur un an, la croissance des actifs financiers détenus par les néo-calédoniens reste toutefois soutenue (+8,9 %, contre +2,3 % un an auparavant).

Répartition des dépôts



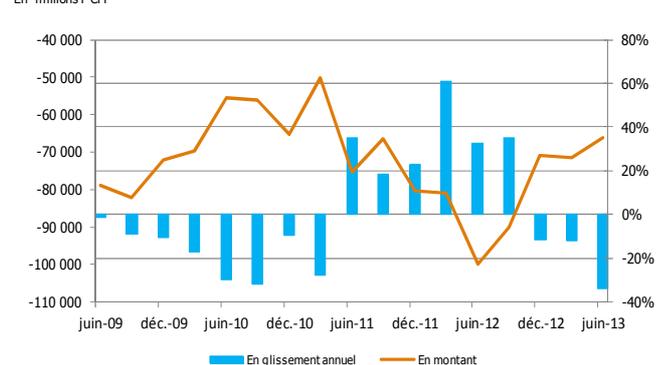
## Le solde emplois-ressources des établissements locaux se dégrade

### Légère amélioration de la position extérieure nette

Le système bancaire local affiche une détérioration de son solde emplois-ressources clientèle de 5,8 milliards de F CFP sur le trimestre (soit +4,3 %), sous l'effet conjugué d'une diminution de la collecte de dépôts (-0,7 %) et d'une légère hausse des crédits (+0,3 %) sur le trimestre.

A l'inverse, le solde de sa position extérieure nette (différence entre les avoirs et les engagements situés hors de la zone d'émission), structurellement négatif en Nouvelle-Calédonie, diminue de 5,3 milliards de F CFP (-7,4 % sur le trimestre), et s'établit à -66,2 milliards de F CFP au 30 juin 2013. Il s'est ainsi amélioré de 33,8 % en glissement annuel.

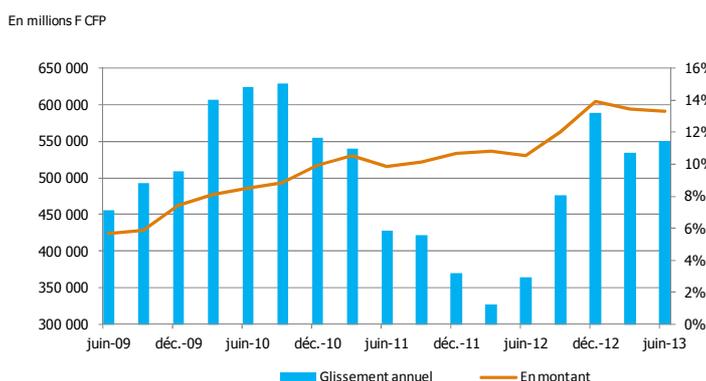
Evolution de la position extérieure nette



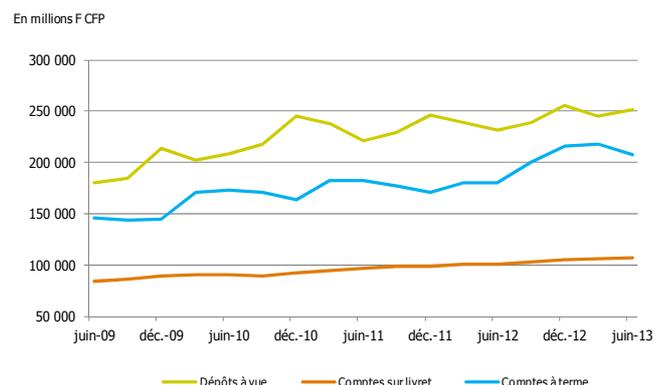
### Contraction modérée de la masse monétaire sur le trimestre

La masse monétaire M3 continue son repli sur le deuxième trimestre 2013, à un rythme néanmoins inférieur au trimestre précédent (-0,6 % contre -1,6 %). Cette évolution s'explique principalement par la diminution des dépôts à terme (-4,8 %, après +0,7 % au trimestre précédent), qui n'est pas compensée par la hausse des dépôts à vue (+2,6 %) et des comptes sur livrets (+1,2 %). Toutefois, sur un an, l'agrégat M3 connaît une progression soutenue (+11,5%).

Evolution de la masse monétaire



Evolution des principales composantes de la masse monétaire

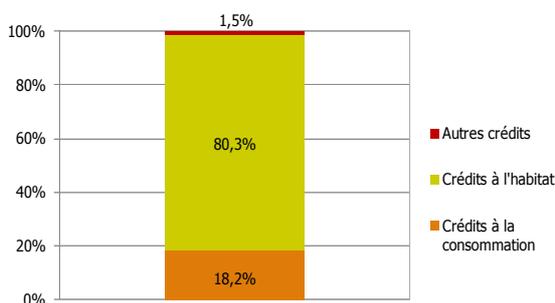


# ENDETTEMENT BANCAIRE GLOBAL DES AGENTS ÉCONOMIQUES

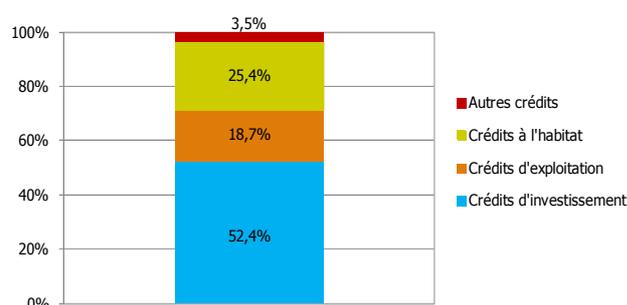
Parallèlement aux opérations auprès du système bancaire local, les agents économiques recourent à des financements auprès d'établissements situés hors de la zone d'émission.

Au 30 juin 2013, l'encours des crédits bruts octroyés aux agents économiques néo-calédoniens par l'ensemble des établissements de crédit (qu'ils soient installés dans ou hors de la zone d'émission) s'établit à 965,7 milliards de F CFP, en hausse de 0,7 % sur le trimestre et de 5,0 % sur un an. L'encours des crédits aux entreprises se maintient au second trimestre (+0,1 %), mais reste dynamique en glissement annuel (+4,3 %). Les crédits aux ménages ne progressent plus que de 0,2 % au deuxième trimestre (+2,5 % sur un an), en lien avec une évolution limitée des crédits à l'habitat (+0,2 %). Seul l'encours des collectivités locales enregistre une croissance soutenue (+5,1 % sur le trimestre et +25,2 % sur un an), avec un encours qui atteint 67,8 milliards à fin juin 2013. La part de marché des établissements de crédit hors zone d'émission représente 29,1 % du total des engagements. Elle est de 18,8 % sur la clientèle des ménages et de 31,0 % sur les entreprises. Leur contribution au financement des collectivités locales est forte, puisqu'ils leurs octroient 85,1 % de leurs crédits.

Répartition des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux entreprises



## MÉTHODOLOGIE

L'ensemble des données concerne des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.

- L'IEOM distingue deux catégories d'établissements de crédit :
  - les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE) qui disposent d'un guichet enregistré auprès de la Banque de France dans la collectivité concernée ;
  - les établissements de crédit hors zone d'émission (ECHZE) qui interviennent sans guichet officiel. Ils regroupent à la fois ceux disposant d'une représentation locale (AFD, CDC...) et ceux qui interviennent depuis la métropole sans aucune implantation locale.

L'analyse du système bancaire local exclut donc les ECHZE.

- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits auprès des ECZE, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas les encours collectés par les compagnies d'assurance intervenant sur le territoire.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » selon les types de crédits considérés : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux ménages, alors que les autres types de crédit sont dans les données des entreprises. Les placements des entrepreneurs individuels apparaissent dans les données des ménages.

# TABLEAUX STATISTIQUES

## Le système bancaire local

### Composantes de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	juin-09	juin-10	juin-11	juin-12	sept.-12	déc.-12	mars-13	juin-13	1 trim	1 an
Circulation fiduciaire	12 311	13 269	14 070	15 620	16 119	17 351	16 468	16 245	-1,4%	4,0%
<i>Billets</i>	<i>10 806</i>	<i>11 710</i>	<i>12 448</i>	<i>13 896</i>	<i>14 367</i>	<i>15 547</i>	<i>14 658</i>	<i>14 425</i>	-1,6%	3,8%
<i>Pièces</i>	<i>1 505</i>	<i>1 559</i>	<i>1 622</i>	<i>1 724</i>	<i>1 752</i>	<i>1 804</i>	<i>1 810</i>	<i>1 820</i>	0,6%	5,6%
Dépôts à vue	180 569	208 639	221 270	231 457	239 208	255 688	245 619	251 986	2,6%	8,9%
<b>TOTAL M1</b>	<b>192 880</b>	<b>221 908</b>	<b>235 340</b>	<b>247 077</b>	<b>255 327</b>	<b>273 039</b>	<b>262 087</b>	<b>268 231</b>	<b>2,3%</b>	<b>8,6%</b>
<b>M2-M1</b>	<b>84 575</b>	<b>91 495</b>	<b>97 525</b>	<b>101 619</b>	<b>103 812</b>	<b>106 202</b>	<b>107 047</b>	<b>108 329</b>	<b>1,2%</b>	<b>6,6%</b>
Comptes sur livrets	83 876	90 813	96 867	101 002	103 183	105 583	106 423	107 724	1,2%	6,7%
Comptes épargne logement	699	682	658	617	629	619	624	605	-3,0%	-1,9%
<b>TOTAL M2</b>	<b>277 455</b>	<b>313 403</b>	<b>332 865</b>	<b>348 696</b>	<b>359 139</b>	<b>379 241</b>	<b>369 134</b>	<b>376 560</b>	<b>2,0%</b>	<b>8,0%</b>
<b>M3-M2</b>	<b>146 527</b>	<b>173 423</b>	<b>182 312</b>	<b>181 501</b>	<b>203 820</b>	<b>224 565</b>	<b>225 250</b>	<b>214 408</b>	<b>-4,8%</b>	<b>18,1%</b>
Dépôts à terme	145 964	173 264	182 176	180 267	200 230	216 234	217 668	207 249	-4,8%	15,0%
Bons de caisse	563	159	136	41	41	41	41	41	0,0%	0,0%
<b>TOTAL M3</b>	<b>423 982</b>	<b>486 826</b>	<b>515 177</b>	<b>530 197</b>	<b>562 959</b>	<b>603 806</b>	<b>594 384</b>	<b>590 968</b>	<b>-0,6%</b>	<b>11,5%</b>
<b>P1</b>	<b>4 215</b>	<b>4 132</b>	<b>3 991</b>	<b>3 839</b>	<b>3 731</b>	<b>3 640</b>	<b>3 556</b>	<b>3 509</b>	<b>-1,3%</b>	<b>-8,6%</b>
Plans d'épargne logement	4 148	4 056	3 889	3 688	3 583	3 496	3 414	3 315	-2,9%	-10,1%
Autres compte d'épargne à régime spécial	67	76	102	151	148	144	142	194	36,6%	28,5%
<b>M3+P1</b>	<b>428 197</b>	<b>490 958</b>	<b>519 168</b>	<b>534 036</b>	<b>566 690</b>	<b>607 446</b>	<b>597 940</b>	<b>594 477</b>	<b>-0,6%</b>	<b>11,3%</b>

### Contreparties de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	juin-09	juin-10	juin-11	juin-12	sept.-12	déc.-12	mars-13	juin-13	1 trim	1 an
<b>Avoirs hors zone d'émission</b>	<b>96 590</b>	<b>121 723</b>	<b>96 190</b>	<b>89 786</b>	<b>119 032</b>	<b>153 792</b>	<b>147 830</b>	<b>142 738</b>	<b>-3,4%</b>	<b>59,0%</b>
Institut d'émission	25 541	37 528	31 293	32 972	45 595	54 549	56 933	49 216	-13,6%	49,3%
Etablissements de crédit	71 049	84 195	64 897	56 814	73 437	99 243	90 897	93 522	2,9%	64,6%
<b>Créances du Trésor public</b>	<b>15 973</b>	<b>16 607</b>	<b>17 401</b>	<b>19 331</b>	<b>20 961</b>	<b>21 065</b>	<b>20 656</b>	<b>21 662</b>	<b>4,9%</b>	<b>12,1%</b>
<b>Concours sur ressources monétaires</b>	<b>311 419</b>	<b>348 496</b>	<b>401 586</b>	<b>421 080</b>	<b>422 966</b>	<b>428 949</b>	<b>425 898</b>	<b>426 568</b>	<b>0,2%</b>	<b>1,3%</b>
Concours de caractère bancaire des EC locaux	546 721	581 133	625 436	672 021	684 209	689 787	687 394	689 644	0,3%	2,6%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	235 302	232 637	223 850	250 941	261 243	260 838	261 496	263 076	0,6%	4,8%
<i>Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées</i>	<i>49 779</i>	<i>52 013</i>	<i>53 561</i>	<i>57 094</i>	<i>57 243</i>	<i>57 100</i>	<i>57 105</i>	<i>61 174</i>	7,1%	7,1%
<i>Provisions sur créances douteuses</i>	<i>9 910</i>	<i>10 592</i>	<i>11 135</i>	<i>11 893</i>	<i>11 749</i>	<i>11 825</i>	<i>12 029</i>	<i>12 224</i>	1,6%	2,8%
<i>Engagements hors zone d'émission</i>	<i>149 922</i>	<i>139 770</i>	<i>140 125</i>	<i>156 699</i>	<i>163 426</i>	<i>170 265</i>	<i>162 328</i>	<i>159 695</i>	-1,6%	1,9%
<i>Epargne contractuelle</i>	<i>4 215</i>	<i>4 132</i>	<i>3 991</i>	<i>3 839</i>	<i>3 731</i>	<i>3 640</i>	<i>3 556</i>	<i>3 508</i>	-1,3%	-8,6%
<i>Divers</i>	<i>21 476</i>	<i>26 130</i>	<i>15 038</i>	<i>21 416</i>	<i>25 094</i>	<i>18 008</i>	<i>26 478</i>	<i>26 475</i>	0,0%	23,6%
<b>Total M3</b>	<b>423 982</b>	<b>486 826</b>	<b>515 177</b>	<b>530 197</b>	<b>562 959</b>	<b>603 806</b>	<b>594 384</b>	<b>590 968</b>	<b>-0,6%</b>	<b>11,5%</b>
<b>Position extérieure nette</b>	<b>-78 873</b>	<b>-55 575</b>	<b>-75 228</b>	<b>-99 885</b>	<b>-89 989</b>	<b>-71 022</b>	<b>-71 431</b>	<b>-66 173</b>	<b>-7,4%</b>	<b>-33,8%</b>

### Equilibre emplois - ressources

	En millions de F CFP								Variations	
	juin-09	juin-10	juin-11	juin-12	sept.-12	déc.-12	mars-13	juin-13	1 trim	1 an
<b>Emplois</b>	<b>564 087</b>	<b>604 249</b>	<b>649 042</b>	<b>695 169</b>	<b>722 151</b>	<b>737 502</b>	<b>729 298</b>	<b>718 750</b>	<b>-1,4%</b>	<b>3,4%</b>
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits bruts	546 721	581 133	625 436	672 021	684 209	689 787	687 394	689 644	0,3%	2,6%
Réserves obligatoires et libres	17 366	23 116	23 606	23 148	37 942	47 715	41 904	29 106	-30,5%	25,7%
Position extérieure nette des EC (si positive)	0	0	0	0	0	0	0	0		
<b>Ressources</b>	<b>564 087</b>	<b>604 249</b>	<b>649 042</b>	<b>695 169</b>	<b>722 151</b>	<b>737 502</b>	<b>729 298</b>	<b>718 750</b>	<b>-1,4%</b>	<b>3,4%</b>
Dépôts collectés (- encaisses)	394 964	455 434	481 320	491 574	522 097	560 173	552 171	548 577	-0,7%	11,6%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	59 690	62 604	64 696	68 987	68 992	68 925	69 134	73 397	6,2%	6,4%
Excédent des opérations diverses des EC	12 135	11 195	9 212	14 223	23 127	18 495	24 221	19 262	-20,5%	35,4%
Réescampte	18 425	19 441	18 586	20 500	17 946	18 887	12 341	11 341	-8,1%	-44,7%
Position extérieure nette des EC (si négative)	78 873	55 575	75 228	99 885	89 989	71 022	71 431	66 173	-7,4%	-33,8%
<b>Solde emplois-ressources clientèle</b>	<b>151 757</b>	<b>125 699</b>	<b>144 116</b>	<b>180 447</b>	<b>162 112</b>	<b>129 614</b>	<b>135 223</b>	<b>141 067</b>	<b>4,3%</b>	<b>-21,8%</b>

## Les placements

	Montants en millions F CFP								Variations	
	juin-09	juin-10	juin-11	juin-12	sept-12	déc-12	mars-13	juin-13	1 trim	1 an
<b>Sociétés non financières</b>	<b>156 202,9</b>	<b>191 810,0</b>	<b>201 003,4</b>	<b>197 035,9</b>	<b>224 506,5</b>	<b>247 280,2</b>	<b>232 726,4</b>	<b>218 792,0</b>	<b>-6,0%</b>	<b>11,0%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>87 568,5</b>	<b>99 606,9</b>	<b>101 327,0</b>	<b>111 905,5</b>	<b>118 534,4</b>	<b>125 292,1</b>	<b>119 198,8</b>	<b>117 722,6</b>	<b>-1,2%</b>	<b>5,2%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>67 696,4</b>	<b>90 807,4</b>	<b>98 209,9</b>	<b>83 765,2</b>	<b>104 259,2</b>	<b>119 053,0</b>	<b>110 672,4</b>	<b>98 399,4</b>	<b>-11,1%</b>	<b>17,5%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	551,6	460,0	382,8	125,9	91,6	112,0	149,1	163,4	9,6%	n.s
Placements indexés sur les taux de marché	67 144,8	90 347,4	97 827,1	83 639,3	104 167,5	118 941,0	110 523,3	98 236,0	-11,1%	17,5%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>62 727,7</i>	<i>85 080,1</i>	<i>92 075,4</i>	<i>77 245,6</i>	<i>95 417,7</i>	<i>106 125,6</i>	<i>98 071,1</i>	<i>87 498,6</i>	-10,8%	13,3%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>4 417,1</i>	<i>5 267,3</i>	<i>5 751,7</i>	<i>5 200,4</i>	<i>5 200,9</i>	<i>4 525,8</i>	<i>4 911,7</i>	<i>3 619,5</i>	-26,3%	-30,4%
<i>dont certificats de dépôt</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>1 193,3</i>	<i>3 549,0</i>	<i>8 289,7</i>	<i>7 540,5</i>	<i>7 117,9</i>	-5,6%	n.s
<b>Epargne à long terme</b>	<b>937,9</b>	<b>1 395,8</b>	<b>1 466,5</b>	<b>1 365,2</b>	<b>1 713,0</b>	<b>2 935,2</b>	<b>2 855,1</b>	<b>2 669,9</b>	<b>-6,5%</b>	<b>95,6%</b>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>935,9</i>	<i>1 340,1</i>	<i>1 437,7</i>	<i>1 334,4</i>	<i>1 680,9</i>	<i>2 897,8</i>	<i>2 817,6</i>	<i>2 632,7</i>	-6,6%	97,3%
<b>Ménages</b>	<b>290 664,2</b>	<b>320 111,7</b>	<b>332 927,9</b>	<b>350 775,7</b>	<b>354 528,6</b>	<b>358 988,0</b>	<b>360 550,7</b>	<b>364 728,2</b>	<b>1,2%</b>	<b>4,0%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>71 579,6</b>	<b>86 743,7</b>	<b>93 845,2</b>	<b>100 399,1</b>	<b>100 789,3</b>	<b>103 789,2</b>	<b>100 059,8</b>	<b>102 764,0</b>	<b>2,7%</b>	<b>2,4%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>131 785,4</b>	<b>132 063,2</b>	<b>128 656,7</b>	<b>137 829,4</b>	<b>140 861,0</b>	<b>141 703,7</b>	<b>145 384,2</b>	<b>146 422,1</b>	<b>0,7%</b>	<b>6,2%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	79 448,4	86 121,0	91 795,1	97 265,8	99 359,1	101 932,6	102 561,6	103 714,4	1,1%	6,6%
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>63 559,4</i>	<i>69 782,6</i>	<i>74 757,0</i>	<i>77 898,6</i>	<i>79 325,9</i>	<i>80 821,3</i>	<i>81 128,7</i>	<i>81 573,5</i>	0,5%	4,7%
<i>dont livrets A et bleus</i>	<i>14 898,5</i>	<i>15 329,5</i>	<i>16 001,6</i>	<i>18 347,2</i>	<i>18 997,6</i>	<i>20 074,8</i>	<i>20 392,3</i>	<i>21 118,1</i>	3,6%	15,1%
<i>dont livrets jeunes</i>	<i>294,9</i>	<i>326,5</i>	<i>378,4</i>	<i>402,6</i>	<i>406,6</i>	<i>418,0</i>	<i>416,9</i>	<i>417,6</i>	0,2%	3,7%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	<i>695,5</i>	<i>682,4</i>	<i>658,1</i>	<i>617,4</i>	<i>628,9</i>	<i>618,5</i>	<i>623,7</i>	<i>605,2</i>	-3,0%	-2,0%
Placements indexés sur les taux de marché	52 337,0	45 942,1	36 861,6	40 563,6	41 502,0	39 771,2	42 822,5	42 707,8	-0,3%	5,3%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	<i>39 355,8</i>	<i>34 244,2</i>	<i>30 290,2</i>	<i>34 799,2</i>	<i>36 620,6</i>	<i>38 443,9</i>	<i>41 666,0</i>	<i>41 909,1</i>	0,6%	20,4%
<i>dont bons de caisse</i>	<i>562,9</i>	<i>159,0</i>	<i>136,1</i>	<i>40,7</i>	<i>40,7</i>	<i>40,5</i>	<i>40,5</i>	<i>40,5</i>	0,0%	-0,4%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>12 418,3</i>	<i>11 538,9</i>	<i>6 435,3</i>	<i>5 723,8</i>	<i>4 840,7</i>	<i>1 286,8</i>	<i>1 116,0</i>	<i>758,2</i>	-32,1%	-86,8%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>87 299,3</b>	<b>101 304,8</b>	<b>110 426,0</b>	<b>112 547,3</b>	<b>112 878,3</b>	<b>113 495,1</b>	<b>115 106,8</b>	<b>115 542,1</b>	<b>0,4%</b>	<b>2,7%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	<i>4 140,7</i>	<i>4 053,0</i>	<i>3 889,1</i>	<i>3 688,1</i>	<i>3 583,2</i>	<i>3 496,0</i>	<i>3 413,7</i>	<i>3 314,8</i>	-2,9%	-10,1%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	<i>66,6</i>	<i>76,1</i>	<i>101,9</i>	<i>150,8</i>	<i>148,0</i>	<i>144,2</i>	<i>142,0</i>	<i>193,7</i>	36,4%	28,4%
<i>dont portefeuille-titres</i>	<i>3 626,1</i>	<i>4 218,7</i>	<i>4 163,4</i>	<i>4 124,7</i>	<i>4 519,3</i>	<i>4 856,9</i>	<i>4 836,3</i>	<i>4 800,1</i>	-0,7%	16,4%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>2 336,6</i>	<i>2 722,8</i>	<i>2 890,4</i>	<i>2 764,8</i>	<i>3 091,8</i>	<i>1 875,6</i>	<i>3 173,2</i>	<i>3 263,2</i>	2,8%	18,0%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>77 129,2</i>	<i>90 234,2</i>	<i>99 381,2</i>	<i>101 818,9</i>	<i>101 536,1</i>	<i>103 122,4</i>	<i>103 541,5</i>	<i>103 970,2</i>	0,4%	2,1%
<b>Autres agents</b>	<b>70 681,2</b>	<b>81 990,7</b>	<b>92 076,5</b>	<b>92 440,3</b>	<b>92 607,2</b>	<b>102 605,9</b>	<b>108 775,0</b>	<b>113 925,3</b>	<b>4,7%</b>	<b>23,2%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>21 420,5</b>	<b>22 288,9</b>	<b>26 097,9</b>	<b>19 152,4</b>	<b>19 884,2</b>	<b>26 606,8</b>	<b>26 360,5</b>	<b>31 499,1</b>	<b>19,5%</b>	<b>64,5%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>48 501,4</b>	<b>58 900,2</b>	<b>65 206,9</b>	<b>72 491,6</b>	<b>72 558,7</b>	<b>75 827,6</b>	<b>82 273,0</b>	<b>82 298,4</b>	<b>0,0%</b>	<b>13,5%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	4 574,9	4 914,6	5 346,3	4 226,4	4 360,1	4 155,4	4 334,9	4 449,9	2,7%	5,3%
Placements indexés sur les taux de marché	43 926,5	53 985,6	59 860,6	68 265,2	68 198,7	71 672,2	77 938,1	77 848,6	-0,1%	14,0%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>43 880,7</i>	<i>53 939,6</i>	<i>59 810,7</i>	<i>68 222,4</i>	<i>68 191,2</i>	<i>71 664,7</i>	<i>77 930,6</i>	<i>77 841,1</i>	-0,1%	14,1%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>759,3</b>	<b>801,7</b>	<b>771,7</b>	<b>796,3</b>	<b>164,3</b>	<b>171,5</b>	<b>141,5</b>	<b>127,7</b>	<b>-9,8%</b>	<b>-84,0%</b>
<b>Total actifs financiers</b>	<b>517 548,4</b>	<b>593 912,4</b>	<b>626 007,9</b>	<b>640 251,9</b>	<b>671 642,4</b>	<b>708 874,1</b>	<b>702 052,0</b>	<b>697 445,4</b>	<b>-0,7%</b>	<b>8,9%</b>
<b>Dépôts locaux</b>	<b>400 561,8</b>	<b>461 941,9</b>	<b>488 687,3</b>	<b>499 693,6</b>	<b>531 224,2</b>	<b>569 652,1</b>	<b>560 657,3</b>	<b>556 609,5</b>	<b>-0,7%</b>	<b>11,4%</b>
Dépôts à vue	180 568,6	208 639,5	221 270,1	231 456,9	239 207,8	255 688,1	245 619,1	251 985,7	2,6%	8,9%
Comptes d'épargne à régime spécial	73 466,0	79 879,5	85 104,8	86 735,5	88 197,3	89 399,8	89 789,5	90 216,5	0,5%	4,0%
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>68 257,3</i>	<i>74 739,1</i>	<i>80 076,5</i>	<i>81 875,4</i>	<i>83 430,5</i>	<i>84 722,9</i>	<i>85 193,0</i>	<i>85 684,7</i>	0,6%	4,7%
<i>dont livrets jeunes</i>	<i>295,0</i>	<i>326,5</i>	<i>379,1</i>	<i>403,8</i>	<i>406,7</i>	<i>418,1</i>	<i>417,1</i>	<i>418,1</i>	0,3%	3,6%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	<i>698,7</i>	<i>682,4</i>	<i>658,1</i>	<i>617,4</i>	<i>628,9</i>	<i>618,5</i>	<i>623,7</i>	<i>605,2</i>	-3,0%	-2,0%
<i>dont plan d'épargne logement</i>	<i>4 148,1</i>	<i>4 055,8</i>	<i>3 889,1</i>	<i>3 688,1</i>	<i>3 583,2</i>	<i>3 496,0</i>	<i>3 413,7</i>	<i>3 314,8</i>	-2,9%	-10,1%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	<i>66,6</i>	<i>76,1</i>	<i>101,9</i>	<i>150,8</i>	<i>148,0</i>	<i>144,2</i>	<i>142,0</i>	<i>193,7</i>	36,4%	28,4%
Placements indexés sur les taux de marché	146 527,1	173 422,9	182 312,4	181 501,2	203 819,1	224 564,3	225 248,7	214 407,2	-4,8%	18,1%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	<i>145 964,2</i>	<i>173 263,9</i>	<i>182 176,3</i>	<i>180 267,2</i>	<i>200 229,5</i>	<i>216 234,1</i>	<i>217 667,7</i>	<i>207 248,8</i>	-4,8%	15,0%
<i>dont bons de caisse</i>	<i>562,9</i>	<i>159,0</i>	<i>136,1</i>	<i>40,7</i>	<i>40,7</i>	<i>40,5</i>	<i>40,5</i>	<i>40,5</i>	0,0%	-0,4%
<i>dont certificats de dépôt</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>1 193,3</i>	<i>3 549,0</i>	<i>8 289,7</i>	<i>7 540,5</i>	<i>7 117,9</i>	-5,6%	n.s
<b>Placements hors zone d'émission</b>	<b>116 986,6</b>	<b>131 970,5</b>	<b>137 320,6</b>	<b>140 558,3</b>	<b>140 418,1</b>	<b>139 222,0</b>	<b>141 394,8</b>	<b>140 835,9</b>	<b>-0,4%</b>	<b>0,2%</b>
<i>dont livrets A et bleus</i>	<i>15 323,6</i>	<i>15 748,0</i>	<i>16 410,5</i>	<i>18 721,5</i>	<i>19 344,6</i>	<i>20 440,4</i>	<i>20 811,8</i>	<i>21 619,6</i>	3,9%	15,5%
<i>dont actions</i>	<i>2 979,7</i>	<i>3 359,9</i>	<i>3 175,4</i>	<i>2 780,7</i>	<i>3 133,7</i>	<i>3 465,0</i>	<i>3 488,1</i>	<i>3 478,5</i>	-0,3%	25,1%
<i>dont obligations</i>	<i>648,4</i>	<i>914,6</i>	<i>1 016,8</i>	<i>1 395,9</i>	<i>1 439,6</i>	<i>1 444,3</i>	<i>1 395,7</i>	<i>1 358,8</i>	-2,6%	-2,7%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>16 881,1</i>	<i>16 852,1</i>	<i>12 236,9</i>	<i>10 966,9</i>	<i>10 049,0</i>	<i>5 820,0</i>	<i>6 035,2</i>	<i>4 385,2</i>	-27,3%	-60,0%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>4 024,5</i>	<i>4 861,8</i>	<i>5 099,8</i>	<i>4 874,3</i>	<i>4 915,1</i>	<i>4 929,9</i>	<i>6 122,4</i>	<i>6 023,6</i>	-1,6%	23,6%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>77 129,2</i>	<i>90 234,2</i>	<i>99 381,2</i>	<i>101 818,9</i>	<i>101 536,1</i>	<i>103 122,4</i>	<i>103 541,5</i>	<i>103 970,2</i>	0,4%	2,1%

# Les crédits à l'économie

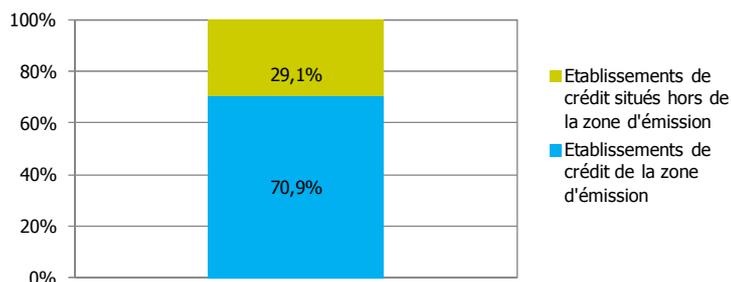
## Etablissements de crédit locaux

	Montants en millions FCFP								Variations	
	juin-09	juin-10	juin-11	juin-12	sept-12	déc-12	mars-13	juin-13	1 trim	1 an
<b>Entreprises</b>										
Crédits d'exploitation	79 501,8	70 923,3	77 294,1	83 015,4	86 910,3	84 305,8	83 758,3	84 621,1	1,0%	1,9%
<i>Créances commerciales</i>	3 688,5	4 045,3	3 997,5	5 175,9	4 445,4	3 440,4	4 265,7	4 095,1	-4,0%	-20,9%
<i>Crédits de trésorerie</i>	43 699,6	39 539,6	40 843,5	40 460,8	42 663,0	44 135,3	43 270,7	41 570,8	-3,9%	2,7%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	1 447,4	1 509,0	1 313,3	1 356,8	1 266,5	1 318,2	1 204,9	1 265,8	5,1%	-6,7%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	32 113,7	27 338,5	32 453,1	37 378,6	39 801,8	36 730,2	36 221,9	38 955,3	7,5%	4,2%
Crédits d'investissement	142 427,3	153 520,8	160 137,7	170 602,7	173 128,1	174 773,1	171 783,2	170 937,4	-0,5%	0,2%
<i>Crédits à l'équipement</i>	132 910,0	144 537,5	151 579,9	161 406,8	164 022,2	165 457,1	162 569,0	161 697,5	-0,5%	0,2%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	8 229,4	8 821,9	9 075,7	8 928,8	8 804,1	8 661,0	8 425,3	8 298,5	-1,5%	-7,1%
<i>Crédit-bail</i>	9 517,3	8 983,4	8 557,8	9 196,0	9 105,9	9 316,0	9 214,1	9 239,9	0,3%	0,5%
Crédits à l'habitat	37 677,3	37 946,7	38 242,0	40 782,6	41 278,2	41 984,9	42 243,4	42 176,4	-0,2%	3,4%
Autres crédits	6 353,6	8 690,6	11 992,8	12 471,1	14 642,1	14 962,6	15 541,5	15 732,9	1,2%	26,2%
<b>Encours sain</b>	<b>265 959,9</b>	<b>271 081,4</b>	<b>287 666,6</b>	<b>306 871,8</b>	<b>315 958,7</b>	<b>316 026,5</b>	<b>313 326,3</b>	<b>313 467,8</b>	<b>0,0%</b>	<b>2,1%</b>
<b>Ménages</b>										
Crédits à la consommation	55 323,6	57 175,7	59 121,6	62 269,9	63 352,9	63 543,7	63 239,9	63 427,9	0,3%	1,9%
<i>Crédits de trésorerie</i>	39 662,5	41 507,2	44 030,9	48 262,1	49 457,4	49 893,0	49 072,1	49 479,2	0,8%	2,5%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	3 090,6	3 888,9	4 387,3	4 124,4	4 060,0	3 766,9	4 322,0	4 071,4	-5,8%	-1,3%
<i>Crédit-bail</i>	12 570,4	11 779,5	10 703,4	9 883,3	9 835,5	9 883,8	9 845,7	9 877,4	0,3%	-0,1%
Crédits à l'habitat	195 591,2	216 904,1	234 651,2	254 802,8	257 138,0	259 914,6	260 750,8	259 963,8	-0,3%	2,0%
Autres crédits	1 144,5	3 128,1	4 833,3	5 768,2	6 272,4	6 385,9	6 127,0	6 135,5	0,1%	6,4%
<b>Encours sain</b>	<b>252 059,3</b>	<b>277 207,9</b>	<b>298 606,2</b>	<b>322 840,9</b>	<b>326 763,3</b>	<b>329 844,2</b>	<b>330 117,7</b>	<b>329 527,2</b>	<b>-0,2%</b>	<b>2,1%</b>
<b>Collectivités locales</b>										
Crédits d'exploitation	2 823,5	4 170,1	3 311,9	1 254,5	1 419,4	1 764,6	2 025,2	1 944,1	-4,0%	55,0%
<i>Crédits de trésorerie</i>	2 628,4	3 181,3	1 978,3	606,1	676,8	778,6	839,4	721,8	-14,0%	19,1%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	195,1	988,8	1 333,6	648,4	742,6	986,0	1 185,9	1 222,3	3,1%	88,5%
Crédits d'investissement	2 216,8	3 107,2	5 388,8	7 546,7	7 528,6	8 200,8	8 254,9	8 139,3	-1,4%	7,9%
<i>Crédits à l'équipement</i>	2 143,2	3 071,2	5 215,0	7 372,7	7 363,6	8 039,5	8 036,9	7 945,9	-1,1%	7,8%
<b>Encours sain</b>	<b>5 396,1</b>	<b>7 595,9</b>	<b>8 984,0</b>	<b>8 801,2</b>	<b>8 948,0</b>	<b>9 965,3</b>	<b>10 280,2</b>	<b>10 083,4</b>	<b>-1,9%</b>	<b>14,6%</b>
<b>Autres agents</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>9 392,0</b>	<b>10 119,5</b>	<b>13 227,4</b>	<b>14 514,0</b>	<b>13 857,9</b>	<b>15 633,4</b>	<b>14 533,8</b>	<b>16 049,9</b>	<b>10,4%</b>	<b>10,6%</b>
<b>TOTAL</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>532 807,3</b>	<b>566 004,8</b>	<b>608 484,1</b>	<b>653 027,9</b>	<b>665 527,9</b>	<b>671 469,4</b>	<b>668 258,0</b>	<b>669 128,3</b>	<b>0,1%</b>	<b>2,5%</b>
Créances douteuses brutes	13 912,1	15 126,9	16 952,9	18 992,2	18 681,7	18 315,8	19 136,2	20 517,1	7,2%	8,0%
<i>Créances douteuses nettes</i>	4 001,8	4 535,3	5 817,4	7 099,1	6 932,6	6 490,9	7 106,8	8 293,2	16,7%	16,8%
<i>(dt) Entreprises</i>	2 487,4	2 652,3	3 569,9	4 497,5	4 317,2	3 952,4	4 175,8	5 071,3	21,4%	12,8%
<i>(dt) Ménages</i>	1 445,5	1 881,5	2 224,0	2 480,3	2 494,2	2 424,7	2 817,3	3 113,7	10,5%	25,5%
Provisions	9 910,3	10 591,6	11 135,5	11 893,1	11 749,1	11 824,9	12 029,4	12 223,9	1,6%	2,8%
<b>Encours brut total</b>	<b>546 719,5</b>	<b>581 131,7</b>	<b>625 437,1</b>	<b>672 020,1</b>	<b>684 209,6</b>	<b>689 785,2</b>	<b>687 394,2</b>	<b>689 645,4</b>	<b>0,3%</b>	<b>2,6%</b>
Taux de créances douteuses	2,5%	2,6%	2,7%	2,8%	2,7%	2,7%	2,8%	3,0%	0,2 pt	0,1 pt
Taux de provisionnement	71,2%	70,0%	65,7%	62,6%	62,9%	64,6%	62,9%	59,6%	-3,3 pt	-3,0 pt

## Ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions FCFP								Variations	
	juin-09	juin-10	juin-11	juin-12	sept-12	déc-12	mars-13	juin-13	1 trim	1 an
<b>Entreprises</b>										
Crédits d'exploitation	79 501,8	70 924,2	77 294,6	83 247,5	87 163,5	84 621,2	84 093,4	84 950,5	1,0%	2,0%
<i>Créances commerciales</i>	3 688,5	4 045,3	3 997,5	5 175,9	4 445,4	3 440,4	4 265,7	4 095,1	-4,0%	-20,9%
<i>Crédits de trésorerie</i>	43 699,6	39 539,6	40 843,9	40 692,9	42 916,2	44 379,0	43 535,1	41 829,3	-3,9%	2,8%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	1 447,4	1 509,0	1 313,3	1 356,8	1 266,5	1 318,2	1 204,9	1 265,8	5,1%	-6,7%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	32 113,7	27 339,3	32 453,2	37 378,6	39 801,8	36 801,9	36 292,6	39 026,1	7,5%	4,4%
Crédits d'investissement	201 333,1	212 095,3	218 506,9	230 640,2	240 782,6	243 402,8	239 880,3	238 234,5	-0,7%	3,3%
<i>Crédits à l'équipement</i>	191 763,3	203 015,9	209 849,9	221 378,4	231 599,8	234 011,3	230 601,1	228 933,3	-0,7%	3,4%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	8 346,5	8 904,3	9 167,3	8 928,8	8 804,1	8 661,0	8 425,3	8 298,5	-1,5%	-7,1%
<i>Crédit-bail</i>	9 569,8	9 079,4	8 657,0	9 261,8	9 182,9	9 391,5	9 279,3	9 301,2	0,2%	0,4%
Crédits à l'habitat	76 227,0	96 749,6	101 256,3	109 045,9	112 425,3	113 487,0	114 391,3	115 268,2	0,8%	5,7%
Autres crédits	6 924,8	9 200,4	12 502,6	12 778,5	14 949,5	15 250,6	15 829,5	16 011,1	1,1%	25,3%
<b>Encours sain</b>	<b>363 986,7</b>	<b>388 969,5</b>	<b>409 560,4</b>	<b>435 712,0</b>	<b>455 321,0</b>	<b>456 761,6</b>	<b>454 194,5</b>	<b>454 464,4</b>	<b>0,1%</b>	<b>4,3%</b>
<b>Ménages</b>										
Crédits à la consommation	64 061,8	67 029,6	69 362,0	72 135,7	73 406,9	73 806,5	73 463,2	73 760,2	0,4%	2,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	48 400,5	51 360,8	54 271,3	58 127,9	59 511,4	60 155,8	59 295,5	59 811,4	0,9%	2,9%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	3 090,9	3 889,3	4 387,3	4 124,4	4 060,0	3 766,9	4 322,0	4 071,4	-5,8%	-1,3%
<i>Crédit-bail</i>	12 570,4	11 779,5	10 703,4	9 883,3	9 835,5	9 883,8	9 845,7	9 877,4	0,3%	-0,1%
Crédits à l'habitat	247 092,4	273 645,6	297 651,6	317 881,2	320 417,3	323 730,4	325 125,3	325 742,8	0,2%	2,5%
Autres crédits	1 144,5	3 128,1	4 945,0	5 768,2	6 272,4	6 385,9	6 127,0	6 135,5	0,1%	6,4%
<b>Encours sain</b>	<b>312 298,7</b>	<b>343 803,4</b>	<b>371 958,6</b>	<b>395 785,0</b>	<b>400 096,6</b>	<b>403 922,7</b>	<b>404 715,5</b>	<b>405 638,5</b>	<b>0,2%</b>	<b>2,5%</b>
<b>Collectivités locales</b>										
Crédits d'exploitation	2 826,3	4 170,1	3 311,9	1 254,5	1 419,4	1 764,6	2 025,2	1 944,1	-4,0%	55,0%
<i>Crédits de trésorerie</i>	2 628,4	3 181,3	1 978,3	606,1	676,8	778,6	839,4	721,8	-14,0%	19,1%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	197,9	988,8	1 333,6	648,4	742,6	986,0	1 185,9	1 222,3	3,1%	88,5%
Crédits d'investissement	31 085,4	41 701,1	43 897,0	52 712,7	52 335,8	58 135,4	62 267,8	65 660,6	5,4%	24,6%
<i>Crédits à l'équipement</i>	31 011,8	41 665,1	43 723,2	52 538,7	52 170,7	57 974,1	62 049,8	65 467,2	5,5%	24,6%
Autres crédits	383,8	341,5	333,3	164,6	163,8	160,3	160,3	155,8	-2,8%	-5,3%
<b>Encours sain</b>	<b>34 731,2</b>	<b>46 589,5</b>	<b>47 886,8</b>	<b>54 131,8</b>	<b>53 919,0</b>	<b>60 060,2</b>	<b>64 453,3</b>	<b>67 760,5</b>	<b>5,1%</b>	<b>25,2%</b>
<b>Autres agents</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>9 615,2</b>	<b>11 227,6</b>	<b>14 331,7</b>	<b>14 771,4</b>	<b>14 525,4</b>	<b>16 068,6</b>	<b>15 303,7</b>	<b>16 483,2</b>	<b>7,7%</b>	<b>11,6%</b>
<b>TOTAL</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>720 631,7</b>	<b>790 589,9</b>	<b>843 737,5</b>	<b>900 400,3</b>	<b>923 861,9</b>	<b>936 813,2</b>	<b>938 666,9</b>	<b>944 346,6</b>	<b>0,6%</b>	<b>4,9%</b>
<i>dont ECHZE</i>	187 824,3	224 585,1	235 253,4	247 372,4	258 334,0	265 343,8	270 409,0	275 218,3	1,8%	11,3%
Créances douteuses brutes	14 609,5	15 898,2	18 769,2	19 741,2	19 340,3	19 022,2	19 953,8	21 349,7	7,0%	8,1%
<i>Créances douteuses nettes</i>	4 699,1	5 306,5	7 633,7	7 848,1	7 591,2	7 197,3	7 924,4	9 125,8	15,2%	16,3%
<i>(dt) Entreprises</i>	2 765,9	2 907,1	3 842,4	4 497,5	4 317,2	3 952,4	4 175,8	5 071,3	21,4%	12,8%
<i>(dt) Ménages</i>	1 864,4	2 398,0	2 741,5	3 229,2	3 152,8	3 131,1	3 634,9	3 946,2	8,6%	22,2%
Provisions	9 910,3	10 591,6	11 135,5	11 893,1	11 749,1	11 824,9	12 029,4	12 223,9	1,6%	2,8%
<b>Encours brut total</b>	<b>735 241,2</b>	<b>806 488,1</b>	<b>862 506,7</b>	<b>920 141,4</b>	<b>943 202,2</b>	<b>955 835,4</b>	<b>958 620,7</b>	<b>965 696,2</b>	<b>0,7%</b>	<b>5,0%</b>
Taux de créances douteuses	2,0%	2,0%	2,2%	2,1%	2,1%	2,0%	2,1%	2,2%	0,1 pt	0,1 pt
Taux de provisionnement	67,8%	66,6%	59,3%	60,2%	60,7%	62,2%	60,3%	57,3%	-3,0 pt	-3,0 pt

### Répartition des concours bancaires sains



Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr)